

## Relocaliser la production de masques : une coopérative bretonne concurrencée par un milliardaire suisse

La relocalisation de certaines activités économiques devient une réalité en Bretagne. En 2021, deux usines de production de masques devraient voir le jour dans les Côtes-d'Armor. L'une est portée par une coopérative, l'autre par un milliardaire suisse. Sur place, l'existence de ces deux projets parallèles interroge.



Ce 10 octobre se tient à Saint-Brieuc, dans les Côtes-d'Armor, l'assemblée générale constitutive de "la Coop des masques"<sup>1</sup>, qui prévoit de relancer la fabrication de masques (chirurgicaux et FFP2) en Bretagne. Lancée en plein confinement par des syndicalistes, cette idée d'entreprise coopérative s'est peu à peu concrétisée. En six mois, les cinq millions d'euros nécessaires au lancement de la production ont été réunis, les machines commandées et les premiers recrutements lancés. Une trentaine de personnes devraient être embauchées dans un premier temps.

Un temps qualifiés de "doux rêveurs", les initiateurs du projet sont donc plutôt satisfaits. Mais à quelques kilomètres de l'usine coopérative, une entreprise similaire est en train de se monter, financée par un milliardaire suisse, qui a promis 15 millions d'euros et 150 à 200 emplois...

### Une usine de production de masques abandonnée par l'État

L'histoire commence le 26 mars 2020. Nous sommes alors en pleine épidémie de Covid-19.

Serge le Quéau, de l'union syndicale *Solidaires*, fait remonter le scandale d'une fermeture d'usine<sup>2</sup> régionale de production de masques en 2018, faute de soutiens publics et dans l'indifférence générale<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> <https://www.lacoopdesmasques.com/>

<sup>2</sup> <https://www.bastamag.net/production-masques-FFP2-strategie-industrielle-usine-Plaintel-plan-social>

<sup>3</sup> Sollicitée par le gouvernement, suite à l'épidémie de Sras de 2002 en Asie, pour constituer et renouveler des stocks de masques, l'usine bretonne fait de gros investissements ; puis subit une chute drastique de ses commandes. Le groupe américain Honeywell, propriétaire de l'usine depuis 2010, commence à licencier en 2011 et ferme l'usine en 2018.

"Non seulement le groupe Honeywell, propriétaire de l'usine, a délocalisé sa production de masques en Tunisie et en Chine, non seulement cette firme a bénéficié d'aides publiques considérables et sans contreparties, mais elle a en outre vendu et fait détruire ses machines de fabrication de masques auprès d'un ferrailleur !", détaille Serge Le Quéau.

Solange, qui a travaillé pendant 30 ans dans l'entreprise, se souvient comme si c'était hier de la destruction de son outil de travail.

"Ils ont tout démolì sous nos yeux. C'était vraiment très dur. Ces machines, je les avais vues arriver, j'avais travaillé dessus pendant des années, j'avais aidé à les améliorer. En plus, ils ont vraiment fait ça sous notre nez, entre les mois de juillet et septembre 2018. J'entends encore le bruit des tronçonneuses occupées à tout casser. Et nous n'avons même pas eu le droit d'emmener le moindre trépiéd chez nous."

## Une coopérative pour assurer la sécurité sanitaire ?

Le communiqué de presse<sup>4</sup> qui révèle ce scandale, largement repris par les médias régionaux et nationaux, suggère de relancer le site industriel sacrifié.

"Très inquiets de la pénurie de matériel pour le personnel soignant, nous avons considéré qu'il y avait là une urgence", explique Serge le Quéau, qui a travaillé en étroite complicité avec René Louail, un temps porte-parole de la Confédération paysanne, et élu régional pendant six ans.

Dès le départ, ils envisagent une forme coopérative et soumettent leur idées à d'anciens salariés, à des parlementaires et à des collectivités territoriales.

Alors que l'idée fait son chemin, René Louail contracte la Covid-19 et doit être hospitalisé d'urgence.

"Il était vraiment très mal, il a failli y passer", retrace Serge Le Quéau, "mais il a trouvé le temps de me dire d'appeler Guy Hascoët à la rescousse. Ils ont été élus ensemble à la Région et se connaissent bien."

Guy Hascoët a surtout été secrétaire d'État à l'économie sociale et solidaire du gouvernement Jospin. Il connaît donc particulièrement bien le domaine des coopératives. Il réussit à convaincre Loïg Chesnais-Girard, président (PS) de la région Bretagne, que le projet est sérieux. Alain Cadec, président (LR) des Côtes-d'Armor y croit lui aussi. Une étude de faisabilité de société coopérative d'intérêt collectif (Scic) est lancée.

## Un député LR invite un milliardaire suisse

C'est à ce moment-là, fin avril, que débarque Abdallah Chatila, milliardaire suisse qui a fait fortune dans la joaillerie et l'immobilier. Il promet 15 millions d'euros pour racheter l'ancienne usine d'Honeywell et relancer la production de masques. Les personnes mobilisées autour du projet de société coopérative tombent des nues.

"Nous avons appris l'existence de ce nouveau projet par la presse, comme tout le monde", souligne Guy Hascoët.

<sup>4</sup> <https://solidaires.org/Que-se-cache-t-il-derriere-la-fermeture-de-l-usine-Honeywell-de-Plaintel-Un>

C'est Marc Le Fur, député LR des Côtes d'Armor qui semble à l'origine de cette usine "bis", avec Joachim Son-Forget, député (ex-LREM) des Français de l'étranger (Suisse et Liechtenstein), et proche de Abdallah Chatila.

*"Après avoir entendu Marc Le Fur parler de l'usine de Plaintel à l'Assemblée, j'en ai fait part à Abdallah qui avait déjà un projet d'usine de masques près de la frontière suisse", a confié<sup>5</sup> Joachim Son-Forget au quotidien breton Le Télégramme.*

*"Marc Le Fur estimait que nous n'étions pas crédibles avec notre projet coopératif," avance Serge Le Quéau. "Il nous prend pour de doux rêveurs et pense qu'un milliardaire qui promet du cash, c'est plus sérieux."*

Mi-mai, Abdallah Chatila débarque dans les Côtes-d'Armor, flanqué de Marc Le Fur et Joachim Son-Forget. Il rachète le site pressenti par le projet coopératif, dans les alentours de Saint-Brieuc, et embarque avec lui plusieurs salariés qui participaient jusqu'alors aux groupes de travail avec Guy Hascoët. Parmi eux : Jean-Jacques Fuan, l'ancien directeur général de l'usine Honeywell, désormais salarié de l'entreprise Sanitrade, filiale de M3<sup>6</sup>, le groupe de M. Chatila.

L'histoire, racontée par le service de communication du groupe M3 à Basta !, diffère un peu. Pour eux, le groupe de travail sur la relance de la production de masques a été lancée à l'initiative des anciens directeurs de l'usine Honeywell, Jean-Jacques Fuan et Frank Le Coq.

*"L'une des pistes évoquées est la recherche d'un partenaire privé. Fin avril 2020, le groupe de travail est informé via le député Joachim Son Forget de l'intérêt de Monsieur Abdallah Chatila."*

Exit les syndicalistes qui ont lancé l'idée à la fin du mois de mars.

Et exit Marc Le Fur. Contacté par Basta !, ce dernier n'a pas répondu.

## Enthousiasme et méfiance accueillent le milliardaire

L'arrivée d'un milliardaire qui promet la création de plus de 150 emplois ravit plusieurs élus locaux, ainsi que ceux et celles qui voient là un espoir de retrouver du boulot. Mais parmi les anciens salariés d'Honeywell, la méfiance est réelle.

*"Je n'y crois pas," dit simplement Solange. "On a trop souffert avec Honeywell qui nous a laissés tomber après avoir touché beaucoup de subventions. Ils se sont aussi régalez avec la vente de l'entrepôt et ont profité du chômage partiel pendant des années ! Il faut bien comprendre que, ici, le départ d'Honeywell, c'est un traumatisme. Il y a des gens qui ne s'en sont jamais remis. Des femmes seules, surtout."*

Côté projet coopératif, on encaisse le choc. Guy Hascoët poursuit son étude de faisabilité et convainc définitivement Loïg Chesnais-Girard et Alain Cadec, qui officialisent la création de la coopérative le 3 juillet 2020. Guy Hascoët est nommé président ; un directeur, ingénieur textile, est recruté.

<sup>5</sup> <https://www.letelegramme.fr/economie/les-premiers-masques-produits-a-ploufragan-fin-2020-11-05-2020-12550964.php>

<sup>6</sup> <https://m-3.group/>

*"En plus de la production de masques, nous prévoyons de fabriquer du Meltblown, textile non tissé filtrant qui confère la haute performance des masques", explique Guy Hascoët.*

Développée en lien avec le centre européen des textiles innovants (CETI), cette diversification d'activité permet à la coop de remporter l'appel d'offres lancé par l'État pour la relance de la filière textile française : 1,4 millions d'euros viennent abonder les quelque 5 millions nécessaires au lancement de la production. Un nouveau site de production est trouvé, du côté de Guingamp, à une quarantaine de kilomètres de Saint-Brieuc.

## Diversification des activités, pérennité de l'entreprise

Au-delà de l'obtention de ce soutien financier, la fabrication du Meltblown est une assurance de solidité économique pour la coop.

*"Il est important de ne pas être dépendant pour l'approvisionnement en matière première", relève Guy Hascoët. "En avril 2020, le prix au kilo du Meltblown est passé de 8,5 à 125 dollars ! Fabriquer nous-mêmes ce textile nous permet de sécuriser l'approvisionnement de plein de partenaires et clients."*

Soutenu par la Région Bretagne et le département des Côtes-d'Armor, le projet de coopérative l'est aussi par des centaines de particuliers. Ils sont déjà près de 1500 à avoir versé 170 000 euros.

*"Notre objectif, c'est d'atteindre 500 000 euros via les particuliers", explique Guy Hascoët. "Ce qui correspond au quart du capital que nous devons constituer pour être assez costauds niveau trésorerie."*

Pour réunir les 2 millions d'euros nécessaires, la coop peut également compter sur les collectivités, ainsi que sur des futurs clients.

*"Parmi les sociétaires, il y a des représentants des professions hospitalières et des secteurs d'activités emblématiques de la Bretagne comme l'agriculture, les travaux publics, la construction navale et l'agro-alimentaire," précise Guy Hascoët. "Ils se sont engagés dans le capital en échange d'une partie de la production."*

Le président de la Scic espère réunir 1,5 millions d'euros d'ici Noël.

Pour le moment, dans l'attente des machines qui seront livrées en décembre, la coop recrute. Toute l'équipe support et fabrication de masques est en train d'être embauchée. Les personnes qui seront sur le volet fabrication textile seront recrutées plus tard, sans doute au printemps. À terme, entre 40 et 50 emplois pourraient être créés.

## Les syndicats restent prudents

Du côté de Sanitrade, la filiale du milliardaire Abdallah Chatila, on assure que trois fois plus d'emplois seront créés. Une vingtaine de personnes ont d'ores et déjà été recrutées.

*"Près de la moitié viennent de l'ancienne usine de masques", dit le service communication du groupe M3.*

Elles s'activent pour encadrer les travaux d'aménagement de l'ancienne usine, préparer l'arrivée de la première machine au mois de décembre, et lancer la production en janvier. Le timing est identique à celui de la coop. Autres similarités : la même volonté de diversifier l'activité, avec la fabrication sur

place des matières premières, et de confectionner à terme des charlottes et sur-blouses, voire peut-être du gel hydroalcoolique. Les clients envisagés, outre le grand public, viennent des secteurs de la santé et de l'industrie

*"en France, en Europe et dans le reste du monde", explique M3.*

Face à ces deux projets concurrents, les syndicats avancent en ordre dispersé. La CGT et la FSU ont co-signé un communiqué avec Solidaires début mai, pour protester contre l'arrivée d'Abdallah Chatila. Dénonçant l'enthousiasme des élus, ils estiment que le milliardaire n'est pas le mieux placé

*"pour assurer [leur] sécurité sanitaire et défendre l'intérêt général sur [leur] territoire".*

Pour Matthieu Nicol, responsable départemental de la CGT, le projet de M. Chatila est

*"libéral, avec un chef qui apporte de l'argent, beaucoup d'agent, et qui prend seul, ensuite, ses décisions. S'il veut délocaliser, il le fera".*

Le projet de coopérative lui semble plus "novateur", avec une possibilité de gestion plus équitable de la production et des ressources humaines. Cela dit, ajoute-il,

*"les Scic c'est parfois joli sur le papier mais terrible pour les salariés, qui peuvent se retrouver en souffrance au travail comme dans les autres entreprises".*

*"Les relations sociales peuvent être dégradées au sein d'une coopérative autant que dans une entreprise capitalistique", renchérit Christophe Rondel secrétaire général départemental de la CFDT.*

Il invite les salariés à être attentifs à ce qui sera proposé en terme de conditions de travail et de salaires, et attend de voir si le site breton de l'empire Chatila comprendra une part de Recherche & Développement.

*"Si ce n'est qu'une usine de production, les perspectives sont moindres, et les risques de fermeture plus importants", estime-il. "Un département R&D est déjà en place sur le site de Ploufragan et travaille à l'élaboration de masques dernière génération, plus performants et plus confortables", rassure le groupe M3.*

*"Les salariés sont libres de choisir entre les deux entreprises, évidemment, ajoute Matthieu Nicol de la CGT. Mais notre cœur balance plutôt du côté de la Scic."*

## L'industriel "s'engage", les salariés attendent de voir

*"Ce ne sont pas du tout les mêmes projets", reprend Guy Hascoët. "La coop n'est pas une simple réponse à la crise. Nous souhaitons répondre aux besoins du territoire dans la durée, et prévoyons un système de préachats solidaires, pour pouvoir fournir des masques aux publics socialement fragiles ici, ou dans des pays moins développés."*

## Pour lui

*"Le problème avec les actionnaires majoritaires, et non implantés localement, c'est que s'ils veulent partir, ils partent. On a déjà vécu ça avec Honeywell, et les salariés n'y peuvent absolument rien."*

*"Je ne suis pas un groupe coté en Bourse", répond<sup>8</sup> Abdallah Chatila. "J'investis de l'argent et je vais donc faire le maximum pour que cette société reste pérenne le plus longtemps possible."*

*"Monsieur Chatila s'engage à produire localement afin de ne plus dépendre de pays tiers. Nous achetons actuellement les machines et des matières auprès de fournisseurs Français", ajoute le groupe M3 interrogé par Basta !.*

Dans les Côtes-d'Armor, où il n'est pas toujours facile de trouver du boulot, on demande à voir.

"On souhaite que cela fonctionne, bien sûr. Et tant mieux s'il y a des emplois créés", conclut Matthieu Nicol de la CGT. "J'espère simplement que le groupe M3 ne prendra pas les chemins de traverse de trop nombreux industriels, qui abandonnent les salariés après avoir profité d'aides publiques et gagné beaucoup d'argent."

Nolwenn Weiler

---

<sup>8</sup> <https://www.letelegramme.fr/economie/les-premiers-masques-produits-a-ploufragan-fin-2020-11-05-2020-12550964.php>